

Sur la Conférence du Centre «Jean GOL» appartenant au MR, en présence de son Président Georges-Louis Bouchez, et de trois de ces membres à la Foire du Livre, ce dimanche 16/03/2025

Nous, Argentins auto convoqués pour la Démocratie résidents en Belgique exprimons notre plus profond étonnement, suite à la participation de certains de nos membres à cette conférence. Tout d'abord, aucun livre ni événement culturel lié à la littérature n'a été présenté ce qui va au-delà des objectifs de la Foire du Livre ; ceci nous semble quand même incompréhensible.

Les exposants se sont limités, à notre grande stupéfaction, à reproduire les fondements de la pensée de Milei sans faire de réflexion approfondie sur les conséquences graves de cette politique sur la situation socio-économique du pays. Une dette contractée déjà en 2018 par le même ministre de Finances de Milei est bien là empêchant le pays de se développer et de maintenir sa souveraineté. Cette dette a été à l'origine du « **FMigate** », l'investigation judiciaire initiée en Argentine en mars 2021 pour corruption où ont été inculpés entre autres l'ex-président **Mauricio Macri**, **Federico Sturzenegger** (actuel Ministre de Dérégulation et Transformation de l'État) et **Luis Caputo** (actuel Ministre des Finances). L'histoire se répète car une nouvelle dette est en train d'être imposée aux argentins au travers d'un Décret de Nécessité et d'Urgence (DNU) au nom de certains bénéfiques à court terme comme diminuer l'inflation et avoir accès aux marchés. Il est pertinent de savoir que le DNU ignore l'article 2 de la Loi 27.612 où est signalé explicitement que toute négociation avec le FMI (Fond Monétaire International) requiert l'approbation du Congrès National ; donc celui-ci est inconstitutionnel. À la mauvaise santé économique du pays il faut ajouter, que le gouvernement d'extrême droite de Javier Milei a reconnu avoir transféré en juin une partie (ou la totalité?) des réserves d'or de l'Argentine vers l'étranger, sans préciser ni la quantité ni la destination.

L'application de la "tronçonneuse" a de lourdes conséquences sur la société, et sur la structure du développement productif du pays. Il y a une paralysie des travaux publics, les subsides à l'énergie ont diminué fortement, ce qui a impacté les entreprises notamment l'industrie et la construction qui s'effondrent.

Nous n'avons RIEN ENTENDU par rapport aux CONSÉQUENCES de l'application de cette politique économique MILEI sur le plan socio économique et notamment sur les différentes couches de la population, sur les attaques à la culture (fermeture d'une grande quantité d'entités culturelles), sur la santé (des coupures dans les financements en médicaments, en services hospitaliers, hausse des tarifs pour les « prepagas » (mutuelles), sur les Droits Humains (la fin de Services Essentiels publics et associatifs tels que les Grandes Mères de la Place de Mai qui continuent la recherche des enfants appropriés par les génocidaires, les sites de Mémoire, etc.) et sur tant d'autres domaines qui en feraient une trop longue la liste.

On n'a rien entendu sur les attaques RÉPRESSIVES d'une extraordinaire VIOLENCE digne des pires moments de la Dictature civile et militaire, qui touche spécialement les PENSIONNÉS qui manifestent tous les mercredis face au Congrès, à la suite de la diminution drastique de leurs droits. Des personnes ont perdu un œil, ou ont été gravement blessées. Un photjournaliste, **Pablo Grillo**, a reçu une cartouche de grenade lacrymogène sur la tête. Il est toujours dans le coma sans que les médecins puissent dire quel sera son avenir s'il s'en sortait.

Certains d'entre nous ayant vécu la Dictature, savons qu'une politique économique telle que celle appliquée par Milei, ne peut être mise en œuvre que sur base de la RÉPRESSION, de la perte de Droits Essentiels qui touchent la DÉMOCRATIE, tels que le recours à la corruption et le clientélisme, entre autres, pour pouvoir compter sur des voix au

Congrès; le recours aux Décrets de Nécessité et Urgence (DNU) comme mode de Gouvernement, alors qu'aucune instance législative ou autre n'avait défini une telle situation. En fait, il s'agit de l'opposé de ce qu'il avait « promis » à la population pendant sa campagne électorale, excepté les sacrifices « pour aller mieux plus tard », ce qui est profondément contesté par la politique économique elle-même.

Le NÉGATIONNISME de la Dictature civile et militaire de 1976-1983, incarné par sa Vice-Présidente (visites aux Génocidaires jugés et emprisonnés), recherche de « l'équivalence » dans les traitements de la Justice, ce qui est aberrant et conduit à cette « Théorie des Deux démons », profondément erronée dans l'analyse des faits historiques.

Nous allons commémorer le 24 mars prochain le 49ème anniversaire de cette obscure période de notre histoire avec ses douloureuses séquelles de 30.000 disparus, exilés et prisonniers. Milei va jusqu'à justifier ces faits les jugeant nécessaires.

Milei est un personnage de plus en plus contesté dans la société argentine selon les dernières enquêtes, à la suite de sa participation à l'arnaque LCRYPTO (\$LIBRA), qu'il reconnaît avoir « diffusé ». Ça a montré une baisse de popularité due aussi à une brutale répression lors de dernières manifestations. Tout ceci contredit les dires des exposants.

Et ne parlons pas de son style de gouvernement passant par la cruauté, le manque de respect envers les travailleurs et les habitants du pays, des insultes à leur égard... comportements indignes, manifestés à plusieurs reprises, et jamais vus de la part d'un président de la République.

C'est la démocratie même qui est en jeu en Argentine et nous voulons surtout contribuer à éviter une nouvelle Autocratie.

La conférence a pris fin sans aucun débat proposé. Nous nous attendions à un débat digne d'une démocratie où toutes les voix seraient entendues.

Aujourd'hui, plus que jamais il est primordial d'analyser l'expérience Milei en Argentine, qui a déjà des admirateurs et supporters en Europe, notamment Giorgia Meloni, Victor Orban, Vox en Espagne. Et le MR en Belgique? Et l'analyser sur la base de faits réels de manière objective et en considérant toutes les couches sociales et productives du pays.

Pour terminer nous demandons aux organisateurs de l'événement à la Foire du Livre comment verraient-ils cette même situation ici en Europe et comment réagiraient-ils face à une autocratie de telle ampleur.

**Argentins et Argentines Résidant/es en Belgique Auto
Convoqués pour la Démocratie.**

Bruxelles, 18 mars 2025